



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-395/11

BLV Wohn- und Gewerbebau GmbH
contre
Finanzamt Lüdenscheid

(demande de décision préjudicielle, introduite par le Bundesfinanzhof)

«Fiscalité — Sixième directive TVA — Décision 2004/290/CE — Application par un État membre d'une mesure dérogatoire — Autorisation — Article 2, point 1 — Notion de 'travaux de construction' — Interprétation — Inclusion des livraisons de biens — Possibilité d'une application partielle de cette dérogation — Restrictions»

Sommaire – Arrêt de la Cour (première chambre) du 13 décembre 2012

1. *Droit de l'Union européenne — Interprétation — Méthodes — Interprétation littérale, systématique et téléologique — Dérogation à une règle générale — Interprétation restrictive — Limite — Effet utile de la dérogation*
2. *Harmonisation des législations fiscales — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Redevables de la taxe — Mesures nationales dérogatoires — Décision 2004/290 autorisant l'Allemagne à désigner le destinataire des travaux de construction comme redevable de la taxe — Notion de «travaux de construction» — Livraisons de biens — Inclusion*

(Directive du Conseil 77/388, art. 5, § 1, 6, § 1, 21 et 27, § 1; décision du Conseil 2004/290, art. 2, point 1)

3. *Harmonisation des législations fiscales — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Redevables de la taxe — Mesures nationales dérogatoires — Décision 2004/290 autorisant l'Allemagne à désigner le destinataire des travaux de construction comme redevable de la taxe — Exercice partiel de cette autorisation pour certaines catégories de travaux et d'opérations*

(Directive du Conseil 77/388, art. 21 et 27, § 1; décision du Conseil 2004/290)

1. Voir le texte de la décision.

(cf. points 25, 33)

2. L'article 2, point 1, de la décision 2004/290, autorisant l'Allemagne à appliquer une mesure dérogatoire à l'article 21 de la sixième directive 77/388 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, doit être interprété en ce sens que la notion de «travaux de construction» figurant à cette disposition comprend, outre les opérations considérées comme prestations de services, telles que définies à l'article 6, paragraphe 1, de la sixième directive, aussi celles constituant des livraisons de biens au sens de l'article 5, paragraphe 1, de cette directive.

(cf. point 35, disp. 1)

3. La décision 2004/290, autorisant l'Allemagne à appliquer une mesure dérogatoire à l'article 21 de la sixième directive 77/388 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, doit être interprétée en ce sens que la République fédérale d'Allemagne peut se contenter d'exercer l'autorisation accordée par cette décision de manière partielle pour certaines catégories, telles que différents types de travaux de construction, et pour les opérations fournies à certains destinataires.

Lors de l'établissement de ces catégories, cet État membre est tenu de respecter le principe de neutralité fiscale ainsi que les principes généraux du droit de l'Union, dont notamment ceux de proportionnalité et de sécurité juridique.

Il incombe à la juridiction nationale de vérifier, en tenant compte de toutes les circonstances de droit et de fait pertinentes, si tel est le cas dans le litige dont elle est saisie et de prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour remédier aux conséquences préjudiciables d'une application des dispositions en cause contraire aux principes de proportionnalité ou de sécurité juridique.

(cf. point 50, disp. 2)